



## « La Voix Anticapitaliste »

### Nouveau Parti Anticapitaliste LOIRET

### Comité d'ORLEANS

Mel : npa45@sfr.fr / Site : npa 45.org /  
Twitter: @npa\_45 / Facebook: NPA Orléans 45



## Nouveau gouvernement pour une même politique

## Nous refusons toujours de payer leurs crises !

**La nomination de Jean Castex comme Premier ministre annonce la couleur. Ce proche de Sarkozy est connu pour avoir mis en place la T2A, la tarification à l'activité dans les hôpitaux visant à faire fonctionner ceux-ci comme de véritables entreprises... Anciens comme nouveaux, les ministres de ce gouvernement ne font que le confirmer : Macron veut appliquer une politique toujours plus antisociale !**

### Associations de malfaiteurs

Ainsi le maintien d'un certain nombre de ministres – pourtant fort contestés – marque l'affirmation d'une continuité contre notre camp social. C'est le cas de Le Maire qui reste à l'Économie, le ministre des milliards distribués à fonds perdu à des entreprises qui suppriment des emplois, sans s'opposer aux fermetures d'usine. C'est aussi Blanquer dans l'Éducation nationale : de la loi qui porte son nom à la prétendue « continuité pédagogique », avec son mépris des élèves, des parents et des personnels, l'autoritaire Blanquer aurait bien mérité de dégager pour l'ensemble de son œuvre...

Accusé de viol (avec une enquête en cours), l'arrivée du sarkozyste Darmanin au ministère de l'Intérieur est une provocation, mais c'est surtout un gage donné aux syndicats de police les plus réactionnaires. L'arrivée surprise de Dupond-Moretti, avocat des prétendues causes perdues mais surtout de ceux qui se croient intouchables (Balkany, Cahuzac, Tron...), confirme la volonté de s'adresser à la droite populiste. Enfin, la nomination de Barbara Pompili, chantre du capitalisme vert et de l'écologie de marché, n'est qu'une opération de com' au lendemain de la Convention citoyenne sur le climat et de la poussée d'ÉELV dans les urnes. Cela sans parler des nominations d'Amélie de Montchalin, ex-cadre d'Axa, à la fonction publique ou de l'animatrice télé Roselyne Bachelot ex-ministre de la santé de Fillon !!!!

### La régression sociale au programme

La feuille de route est claire. À lui seul, le retour au premier plan de la réforme des retraites annoncées par Macron lui-même (avec l'allongement possible de la durée de cotisation) est une profession de foi, après les semaines d'affrontement social et de grève reconductible dans les transports en décembre et janvier derniers. Avec en plus la petite touche personnelle présidentielle, son mépris social toujours plus grand : il faudrait « mettre fin à cette maladie française qu'est la préférence au chômage »... Cela au moment même où les effets de la crise économique engendrent une succession de plans sociaux et d'annonces de licenciements ou de suppression de postes, en particulier dans l'industrie automobile ou aéronautique.

**Avec 500.000 chômeurs de plus depuis mars et les milliers qui vont tomber c'est du travail pour tous qu'il faut imposer par les 32h pour toutes et tous sans perte de salaire et embauches à la clé !**

Orléans le 07 juillet 2020.

### Nous ne nous laisserons pas faire !

**Avec le choc économique qui vient, pour résister à une crise du capitalisme dont on a vu les multiples effets ces dernières années (crise sanitaire, environnementale, économique, démocratique...), celles et ceux d'en bas doivent prendre leurs affaires en main, d'abord en organisant les résistances.**

**Cela commence le mardi 14 juillet, où les salariéEs, en particulier les personnels hospitaliers, se retrouveront dans la rue pour porter leurs revendications et donner un premier avertissement à Macron et ses amis capitalistes. Dans le contexte des mobilisations internationales de ces dernières semaines contre le racisme et les violences policières, la manifestation de Beaumont-sur-Oise (95) afin d'obtenir la vérité et la justice sur la mort d'Adama Traoré, est aussi un rendez-vous important. Deux dates qui doivent être les premiers jalons d'un été que l'on espère chaud, et qui annoncent une rentrée où les luttes contre ce pouvoir et les capitalistes qu'il sert devront se conjuguer avec la construction d'une alternative à un système toujours plus mortifère.**

### Jean Castex gagne plus de 200 000 euros d'argent public par an grâce au cumul de fonctions !

L'homme choisi par Edouard Philippe pour organiser la sortie du confinement n'est pas seulement un ancien du ministère de la santé qui a contribué à la destruction de l'hôpital ; c'est actuellement un haut fonctionnaire qui cumule divers émoluments pour la coquette somme de 200 000 euros par an.

Sa dernière déclaration date du 14 janvier 2020. Un article de l'OBS en rend compte en détail : « *Président de l'Agence nationale du sport (depuis 2019), il est aussi le monsieur JO 2024 de l'exécutif en tant que délégué interministériel (depuis 2017) aux jeux Olympiques et Paralympiques et aux grands événements sportifs. Il a perçu, pour cette dernière fonction, une rémunération de 160 467 € net en 2019. Il faut ajouter ses émoluments de maire soit 22 044 € brut par an et 25 670 € brut annuel pour son mandat de conseiller départemental. Soit un total de plus de 200 000 € par an.* »

## Mercedes veut mettre en vente l'usine SMART de Hambach avec 1500 salariés

« Le directoire de Mercedes-Benz a décidé cette semaine d'étudier un projet de vente du site de Hambach. Les ventes des modèles Smart EQ restent stables mais le groupe est confronté à une baisse des ventes globales de Mercedes. Ce nouveau contexte et la surcapacité de production qui en résulte exigent une redéfinition des activités du groupe ».

L'usine ouverte en 1998 emploie près de 1.500 personnes. En mars 2019, avait été annoncée la fin de la production en 2022 de la Smart essence dans l'usine. A la place, une voiture électrique devait y être fabriquée à partir de l'automne 2020.

Pour cela, Daimler avait décidé d'investir 500 millions d'euros. Les travaux sont toujours en cours. Un investissement mis à la poubelle ? La voiture électrique est aux dires de Macron et des patrons de l'automobile l'avenir de l'industrie automobile. La réalité contredit brutalement leurs promesses de bateleur.

**Un rappel : lors d'un référendum patronal en 2015 la direction de l'usine avait imposé le retour à 39 heures de travail hebdomadaires, payées 37. Cela avait été un vrai vote truqué excluant les intérimaires et obtenu grâce au chantage à l'emploi. Les promesses patronales n'engagent que ceux et celles qui y croient ! Pauvres « syndicalistes » !**

« Tout ce qu'on nous promettait, les embauches, la reprise d'activité, la pérennité du site... On peut faire tous les efforts qu'on veut, le groupe nous lâche après avoir tiré le maximum des salariés... » « On s'est battus comme des diables pendant cinq ans, on a fait des sacrifices pour avoir des projets, on a eu des projets et maintenant on nous dégage ! » Voilà les déclarations de délégués de la CGT ou de la CGC

Daimler n'est pas un petit sous-traitant menacé de faillite, mais l'un des principaux groupes industriels et automobiles européens.

Le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, celui-là même qui a laissé tomber l'usine Ford de Blanquefort, appelle Daimler « à garder toutes les options ouvertes, y compris celle de conserver le site ». **Alerte : le gouvernement Macron autorise Mercedes à conserver comme option la mise en vente de l'usine. Nous voilà prévenus.**

**La liste des emplois supprimés et des usines menacées de fermeture augmente dans l'industrie automobile comme ailleurs. C'est bien tous ensemble qu'il faut s'y mettre pour les empêcher !**

## L'équipementier automobile Inteva Products de Sully-sur-Loire cherche repreneur !

L'équipementier automobile Inteva Products basé à Sully-sur-Loire a été placé en redressement judiciaire. Les offres de reprise seront reçues jusqu'au 28 août. Le tribunal de commerce les examinera le 22 septembre.

Déjà passée par deux réorganisations successives qui « commençaient à porter leurs fruits », l'entreprise s'est dite victime de la conjoncture actuelle, citant « l'arrêt total des trois sites de production [...] lié au covid-19, [le fort ralentissement des ventes de véhicules neufs](#) et le lent redémarrage des clients ».

N'ayant pas accès au prêt garanti par l'État pour cause de fragilité financière, Inteva Products France n'était plus à même de payer ses dépenses courantes ordinaires, a expliqué l'équipementier, qui assure être en mesure de continuer ses opérations et d'honorer ses commandes.

Mardi 7 juillet au matin, le tribunal de commerce spécialisé d'Orléans s'est réuni pour faire le point sur cette entreprise de Sully-sur-Loire dont la gestion de la filiale française du groupe américain est mise sous observation pendant six mois et a nommé deux administrateurs judiciaires en vue de la recherche de repreneurs.

À cette heure, aucun acheteur ne s'est officiellement fait connaître pour reprendre les trois sites d'Inteva Products, basés à Sully, Esson (Calvados) et Saint-Dièdes-Vosges et ses 663 salariés, dont 176 sont rattachés à l'usine loirétaine.

Les choses devraient toutefois s'accélérer durant l'été. Le tribunal a fixé au 16 juillet prochain, la date pour déposer une offre de reprise. Ce délai pourra toutefois être prorogé au 28 août, si nécessaire.

Le tribunal de commerce d'Orléans a prévu de se réunir le 22 septembre pour examiner ces offres.

Inteva Products intervient dans trois domaines liés à l'automobile : la fabrication de serrures, la réalisation d'aménagements intérieurs (les tableaux de bord notamment) et les petits moteurs électriques équipant les lave-vitres et les toits ouvrants.

Elle a pour clients Renault, Citroën, Peugeot et Volkswagen.

**Il faut exproprier cette entreprise afin de continuer sa production, la diversifier, et par là empêcher les licenciements ! Inteva Products est une société par actions très proche de Général Motors ! C'est aux actionnaires de payer la crise !**

## Ne laissons pas faire la mise à la rue de jeunes en 2020 ! N'acceptons pas le délit de solidarité !

La date du 31 août approche et, comme l'année passée, le Conseil Départemental du Loiret annonce aux jeunes isolé·e·s, tout juste majeur·e·s, étrangers/étrangères et français/françaises, une mise à la rue.

Il est regrettable que, chaque année, nous soyons amené·e·s à exiger que le Préfet respecte le cadre réglementaire prévu et aussi les droits reconnus à ces jeunes par le fait de leur prise en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance. Faute de quoi, ces jeunes seront maintenu·e·s dans des situations de non-droit et de misère. **Parions sur le monde d'après en nous mobilisant ensemble :**

**Mercredi 8 Juillet, à 17h, place de la république, nous manifesterons pour rejoindre la préfecture où nous demandons à être reçu·e·s en audience.**

Comité de soutien à Nicolas et Chernoh,